



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Gravelines, le

10 AVR. 2014

UNITE TERRITORIALE DU LITTORAL
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par : Hélène LEROY
Courriel : helene.leroy@developpement-durable.gouv.fr
Téléphone 03 28 23 81 69
Télécopie : 03 28 65 59 45
G2-2014-115-RAP-HL

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES
Pour passage au CODERST**

OBJET : Ball Packaging Europe France SAS à Bierne
Etablissement relevant du champ d'application de la directive n°2010-75 UE relative
aux émissions industrielles, dite directive IED (cas des établissements ex IPPC)
Modification de la nomenclature des installations classées par le décret n°2013-1205
du 14 décembre 2013 et le décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013
Constitution des garanties financières

RÉF : Transmission du porter à connaissance relatif au remplacement du vernis intérieur,
par bordereau du 9 juillet 2013
Transmission des éléments relatifs aux garanties financières par bordereau
du 13 janvier 2014
Fiche navette IED communiquée par courrier en date du 28 octobre 2013

ÉQUIPE : G2

N° S3IC : 070.00854

I. Le pétitionnaire

Raison sociale : BALL PACKAGING EUROPE SAS

Siège social : Kaiserwerther Str 115
D40880 Ratinghem (Allemagne)

Adresse de l'établissement : Zone d'entreprises de Bergues
BP 59
59 380 BIERNE

Activité : Fabrication de boîtes acier pour boissons 33 cl

Contact sur le site : Jérémie Lasnon – Directeur usine
Jean-François FRANCO – Coordonateur développement durable
Baptiste STAESSEN – Assitant environnement

II. Objet du rapport

Par courrier en date du 27 décembre 2013, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS a proposé à l'inspection des installations classées le montant des garanties financières, établi suivant les modalités de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

Ce courrier est accompagné des valeurs et justificatifs utilisés pour la détermination de ce montant.

D'autre part, par courrier en date du 28 octobre 2013, la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS a transmis au service de l'inspection des installations classées la fiche navette de déclaration de statut IED de son établissement de Gravelines.

En outre, par courrier en date du 2 juillet 2013, l'exploitant a adressé au service de la préfecture du Nord, un dossier de porter à connaissance relatif au remplacement du vernis intérieur actuellement utilisé.

Pour finir, suite aux modifications de la nomenclature des installations classées, la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS demande à bénéficier du régime des droits acquis conformément à l'article L513-1 du code de l'environnement.

Le présent rapport a donc pour objet l'examen de ces documents afin notamment de valider le statut IED et le montant des garanties financières pour la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS et d'actualiser les prescriptions applicables au site au regard des modifications apportées aux installations.

III. Présentation succincte de l'installation

La société Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierne produit, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 décembre 2007 modifié le 18 août 2011, des boîtes en acier pour boissons de 33 cl destinées au marché des soft drink, de la bière, du jus de fruit et du thé.

En 2012, environ 2,34 milliards de boîtes ont été fabriquées sur les lignes de production.

L'usine de Bierne produit les corps des boîtes boissons par emboutissage, étirage. Le couvercle est produit sur un autre site de la société et serti chez les fabricants de boissons. Après ces deux opérations mécaniques, le corps de la boîte subit des opérations de lavage, séchage, d'application de vernis, de décors, de finition de col, de contrôle d'étanchéité et contrôle intérieur.

Le site Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierne est certifié ISO 9001, ISO 14001 et OH SAS 18001. Un système de management environnemental a été mis en œuvre.

L'intégration de ces normes qualité se traduit au travers de stratégies et d'objectifs en lien avec la stratégie du groupe Ball Packaging Europe. L'un des facteurs clés de succès retenu est l'engagement pour un développement durable avec comme objectif la réduction de l'impact des activités sur l'environnement.

IV. Déclaration du statut IED

IV.1. Rappel du contexte réglementaire

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite "IED", adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite "IPPC", reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

Pour rappel, la directive "IPPC" avait été transposée notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R512-45 du code de l'environnement. Ce texte est abrogé depuis le 7 janvier 2014.

La directive "IED" a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 qui a inséré une section 8 intitulée "installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles" et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive "IED".

De manière générale, les établissements qui relevaient de la directive "IPPC" entrent dans le champ d'application de la directive "IED". L'ensemble de ces installations a été sollicité et invité à se positionner avant le 5 novembre 2013 sur les rubriques 3000 en choisissant parmi elles la rubrique dite "principale" et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF (Best Available Technique Reference Document) associés.

IV.2. Examen de la déclaration

Dans la mesure où l'activité principale du site est la production de boîtes acier pour boissons 33 cl, faisant l'objet d'opérations de laquage, vernissage et décoration, l'établissement est concerné par la rubrique 3670 intitulée - Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation ou de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation avec une capacité de consommation de solvant organique supérieur à 150 kg/h ou à 200 tonnes par an..

L'inspection des installations classées valide le classement selon les rubriques 3000 proposé par l'exploitant la rubrique principale étant la rubrique 3670 intitulée - Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation ou de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation avec une capacité de consommation de solvant organique supérieur à 150 kg/h ou à 200 tonnes par an, ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou document BREF) correspondant aux activités de traitement de surface utilisant des solvants (code STS).

La parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles au journal officiel de l'Union européenne déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R515-70 du code de l'environnement.

V. Modification de la nomenclature

V.1. Rappel du contexte réglementaire

Le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées modifie la rubrique 2921, dont les nouveaux intitulés sont les suivants :

2921 – Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) :

a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW

→ Enregistrement

b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW → Déclaration

Le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées modifie les rubriques 2560, 2564 et 2565, dont les nouveaux intitulés sont les suivants :

2560 - Travail mécanique des métaux et alliages

A. Installations dont les activités sont classées

au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b → Autorisation

B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :

1. Supérieure à 1000 kW → Enregistrement

2. Supérieure à 150kW, mais inférieure ou égale à 1000kW → Déclaration

2564 -Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques

A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils (1), le volume équivalent des cuves de traitement étant :

1. supérieur à 1 500 l → Autorisation

2. supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l → Déclaration

3. supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque des solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés de mention de danger H341 ou étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée (2) → Déclaration

B. Pour des solvants non visés en A. ou pour des procédés utilisés sous-vide (3), le volume des cuves étant supérieur à 200 l → Déclaration

(1) Solvant organique volatil : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur.

(2) Une machine est considérée comme fermée si les seules ouvertures en phase de traitement sont celles servant à l'aspiration des effluents gazeux.

(3) Un procédé est considéré comme sous-vide si, en fonctionnement normal, un vide complet est effectué avant toute ouverture de la machine et si il n' y a aucune manipulation manuelle des produits y compris pendant les opérations de remplissage et d'élimination

L'article L. 513-1 du code de l'environnement prévoit que :

"Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret."

V.2. Examen de la demande d'antériorité

Le site de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE à Bierne est une installation classée pour la protection de l'environnement, actuellement régie par un arrêté préfectoral du 13 décembre 2007, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2011.

Au titre de ces arrêtés préfectoraux, le site relève notamment des rubriques suivantes :

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2560.1	A	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	Puissance totale de 1961,5 kW se répartissant en Presses : 3 x 100 kW Wims : 23 x 45 kW Trimmers : 23 x 1,5 kW Dies Neckers : 4 x 30 kW Preneckes : 5 x 45 kW Neckers : 5 x 45 kW Tour : 5 kW Fraiseuse : 5 kW Rectifieuse : 8 kW Perceuse 3 kW Sertisseuse 2 x 0,55 kW
2564.1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l	Volume total des cuves de traitement : 2320 l se répartissant comme suit : 2 fontaines pour un volume de 100 l 7 fontaines de 60 l chacune 2 bacs de 400 l chacun 1 bac de 600 l 2 installations de distribution de 200 l chacune
2921.2	A	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Installation de type "circuit primaire fermé"	TAR 1 Balticare associée au compresseur 4 TAR 2 Balticare associée au compresseur 5 TAR 3 Baltimore associée au compresseur 1 3 tours de 360 kW – soit une puissance totale de 1 110 kW

Suite aux modifications de la nomenclature, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS sollicite l'antériorité pour les rubriques correspondantes, les capacités du site restant inchangées. Ainsi, le site relève désormais des rubriques suivantes.

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2560-B-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	Puissance totale de 1961,5 kW se répartissant en Presses : 3 x 100 kW Wims : 23 x 45 kW Trimmers : 23 x 1,5 kW Dies Neckers : 4 x 30 kW Preneckes : 5 x 45 kW Neckers : 5 x 45 kW Tour : 5 kW Fraiseuse : 5 kW Rectifieuse : 8 kW Perceuse 3 kW Sertisseuse 2 x 0,55 kW
2564.A.1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant : 1. supérieur à 1 500 l	Volume total des cuves de traitement : 2320 l se répartissant comme suit : 2 fontaines pour un volume de 100 l 7 fontaines de 60 l chacune 2 bacs de 400 l chacun 1 bac de 600 l 2 installations de distribution de 200 l chacune
2921-b	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	TAR 1 Balticare associée au compresseur 4 TAR 2 Balticare associée au compresseur 5 TAR 3 Baltimore associée au compresseur 1 3 tours de 360 kW – soit une puissance totale de 1 110 kW

VI. Garanties financières

VI.1. Rappel du cadre réglementaire

VI.1.1. Dispositions du code de l'environnement

L'article R. 516-1 du code de l'environnement impose à certaines catégories d'installations la constitution de garanties financières pour s'assurer de la mise en sécurité du site, lors de l'arrêt définitif des installations.

Cette disposition, applicable depuis le 1er juillet 2012, vise à permettre la réalisation des opérations suivantes dans des conditions satisfaisantes :

- retrait des déchets et/ou des produits dangereux ;
- élimination des risques d'incendie et d'explosion ;
- clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement ;
- le cas échéant, surveillance des milieux (eaux souterraines).

Ainsi, les installations existantes concernées disposent de 2 ans à compter du 1er juillet 2012 ou du 1er juillet 2017, selon les rubriques de la nomenclature des installations classées, pour constituer la première tranche de 20 % de ces garanties financières. Notons que le montant libératoire de ces garanties financières est fixé à 75 000 euros.

En outre, via l'article R. 516-2-VI du code de l'environnement, ce dispositif prévoit également la mise en place de garanties additionnelles en cas de pollution accidentelle intervenue après le 1er juillet 2012 et ne pouvant pour des raisons techniques et/ou financières être traitées pendant la vie de l'installation. Ce dispositif exclut donc le traitement des pollutions historiques des sites actuellement en exploitation au delà de la mise en sécurité et de la surveillance.

La constitution ou la révision du montant des garanties financières est appréciée par le Préfet au regard des capacités techniques et financières de l'exploitant, le montant de ces garanties financières étant déterminé sur la base des éléments fournis par l'exploitant. La proposition de l'exploitant doit être accompagnée d'une présentation des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines envisagées à terme, et d'une estimation des coûts de ces mesures de gestion.

VI.1.2. Installations concernées

La liste des installations classées concernées par le dispositif de garanties financières est fixée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations soumises aux garanties financières, en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

À ce titre, sont notamment concernées les installations classées relevant des rubriques 2564 et 2940 sous le régime de l'autorisation.

VI.1.3. Modalités de mise en œuvre

Les modalités de mise en œuvre de ces garanties financières sont définies par :

- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 sur les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

La proposition de montant des garanties financières s'appuie sur la méthode forfaitaire de calcul des opérations de mise en sécurité du site annexé à l'arrêté du 31 mai 2012, ou sur la base d'une méthode de calcul forfaitaire propre à une branche professionnelle et approuvée par décision du ministère chargé des installations classées.

Cette méthode de calcul forfaitaire se fonde sur 6 paramètres :

- M_E : le montant des mesures de gestion relatives aux produits dangereux et aux déchets présents sur le site ;
- M_I : le montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- M_C : le montant relatif à la limitation des accès au site ;
- M_S : le montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement ;

- M_G : le montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent ;
- l'indice d'actualisation des coûts α et le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier S_c .

Sur la base de valeurs et justifications techniques, l'exploitant a cependant la possibilité de proposer un montant différent, adapté à la situation spécifique de son site.

VI.2. Examen de la proposition d'BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS

La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS est autorisée à exploiter par son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 décembre 2007, des installations classées soumises à autorisation au titre des rubriques 2564 et 2940. À ce titre, elle doit donc constituer des garanties financières conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement depuis le 1er juillet 2012.

Le montant des garanties financières proposé a été établi suivant la méthode de calcul forfaitaire, rappelée précédemment. La méthode mise en œuvre est donc satisfaisante. Les résultats obtenus sont synthétisés dans le tableau qui suit :

Objet	Hypothèses	Montant en euros
M_E : le montant des mesures de gestion relatives aux produits dangereux et aux déchets présents sur le site ;	L'exploitant a établi un bilan des déchets et produits à éliminer. Les coûts unitaires d'élimination et de transports sont basés sur les coûts d'élimination et de transport actuellement pratiqués par les prestataires de l'établissement.	20 450 €
M_I : le montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;	Le site ne possède aucune cuve enterrée.	0 €
M_C : le montant relatif à la limitation des accès au site ;	En application de la note ministérielle du 20 novembre 2013, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS a exclu les surfaces du site dédiées aux voiries et parking ainsi que les surfaces ne comportant pas d'installations connexes aux installations classées soumises à garanties financières. De ce, fait, 400 m de clôture ainsi que 34 panneaux devront être installés.	20 510 €
M_S : le montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement ;	Le site prévoit la mise en place de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) pour la réalisation de deux campagnes d'analyses chaque année. La profondeur des piézomètres a été évaluée au regard de la géologie au droit du site à 5 m Pour ce qui est du diagnostic, la superficie à considérer compte-tenu des exclusions est de 5 ha.	45 500€
M_G : le montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent ;	Le site fait déjà l'objet d'une surveillance. Le montant est donc basé sur le coût actuel du gardiennage.	100 751 €

Objet	Hypothèses	Montant en euros
TOTAL	Indice d'actualisation des coûts α pris égal à 1,05, basé sur un indice TP01 de 702,6 et un taux de TVA de 19,6% Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier S_c fixé à 1,1.	215 520 €

Les hypothèses retenues sont satisfaisantes et représentatives des activités du site. Par contre, l'indice d'actualisation a été révisé au regard des dernières données disponibles, à savoir :

- dernière valeur de l'indice TP01 connue : 703,6 (octobre 2013)
- indice TP01 de janvier 2011 : 667,7
- taux de TVA en vigueur au 01/01/2014 : 20 %
- taux de TVA en janvier 2011 : 19,6 %

Soit un indice α pris égal à 1,0573.

L'inspection des installations classées propose donc un montant des garanties financières actualisé de 216 443 euros.

VII. Porter à connaissance relatif au remplacement du vernis intérieur

VII.1. Contexte de la demande

La présente demande s'inscrit dans le cadre d'une évolution réglementaire qui s'impose à Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierre. En effet, suite à la loi du 24 décembre 2012 qui suspend la mise sur le marché de conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (BPA), la société Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierre qui utilisait un vernis intérieur pouvant contenir à l'état de trace cette molécule, se voit dans l'obligation de trouver un vernis intérieur de substitution dans un délai très contraint.

Le produit de substitution envisagé est un vernis de pulvérisation à base d'eau qui contient au plus 0,2 % équivalent poids de formaldéhyde et au plus 1 % équivalent poids de phénol.

L'article 20.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui régit le fonctionnement du site interdit l'utilisation de vernis susceptible d'être à l'origine d'émissions de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 comme le formaldéhyde et le phénol. L'exploitant sollicite donc un aménagement de cette prescription.

VII.2. Examen du dossier

En premier lieu, il convient de noter qu'une partie des informations de ce dossier de porter à connaissance revêt un caractère confidentiel afin de garantir le secret professionnel quant à la mise en place de ce nouveau vernis intérieur. La présentation des éléments du dossier repris dans le présent rapport sont donc d'ordre général.

VII.2.1. Contenu du dossier

Le porter à connaissance transmis se compose de deux chapitres. Dans un premier temps, l'exploitant explicite le contexte de la demande (cf paragraphe VII.1 du présent rapport). Le second chapitre est quant à lui consacré à l'évaluation de l'incidence du remplacement de vernis intérieurs sur les impacts environnementaux associés au site, et notamment les thématiques air et santé.

VII.2.2. Impact sur la situation administrative

Le changement de vernis intérieur envisagé par BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS n'engendre aucune modification de process. Le classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est donc inchangé.

VII.2.3. Impact sur l'air

Situation actuelle

Rappelons tout d'abord que les émissions atmosphériques liées aux activités du site sont constituées par :

- des rejets canalisés vers l'atmosphère contenant les vapeurs de solvants (épurateur à COV, décoratrices, fontaine à solvants, fours OBO 2,4 et 5, convoyeurs LSM). L'épurateur à COV traite les rejets des coaters, des fours OBO 1 et 3, des BLM (application du vernis de fond), des fours IBO (séchage vernis) et des LSM (application du vernis intérieur) ;
- des rejets diffus de vapeurs de solvants provenant des boîtes lors des transferts sur les convoyeurs, lors des opérations d'application, par respiration des cuves de stockage de laques et vernis ;
- des rejets canalisés ou diffus de vapeur d'eau issue du séchage des boîtes, des fours des Washers, des tours aéroréfrigérantes.

Le procédé utilisé pour l'épuration des COV consiste en une oxydation thermique régénératrice, distributeur à 3 lits, l'oxydation des COV a lieu sur un lit céramique à environ 750°C. Un brûleur fait l'appoint. Le flux passe ensuite sur un 2^{ème} lit pour accéder à l'autothermie, le 3^{ème} lit est en attente. Le rendement de l'outil de traitement atteint 98 %

D'autre part, dans le cadre de l'optimisation de son process, en vue notamment de réduire ses émissions atmosphériques, l'exploitant a procédé depuis 2007 à divers investissements permettant de :

- diminuer les consommations de matières premières solvantées ;
- réduire les émissions de solvants ;
- diminuer les rejets en CO₂, grâce à la roue d'adsorption ;
- continuer la recherche de nouvelles pistes d'amélioration, bien qu'aucun des essais menés à ce jour ne se soit révélé concluant.

La mise en oeuvre de ces différentes actions a représenté pour la société un investissement global d'environ 1 000 k€, ce qui a permis dans les faits :

- de réduire la consommation de vernis de fond de 12,5 % en 2011 puis de 16,5 % en 2012 ainsi que la consommation de vernis intérieur de 0,5 % en 2011 et de 5 % en 2012 ;
- de réduire les émissions diffuses de près de 1,3% , et parallèlement d'augmenter dans les mêmes proportions les quantités de solvants entrants dans l'installation de traitement ;

- de stabiliser les émissions globales de solvants malgré une augmentation du volume de production de 8% ;
- de rationaliser la consommation énergétique du site via la mise en place de la roue d'adsorption, et de ce fait de réduire les rejets en CO₂ du site de 3,4%.

D'autre part, il convient de souligner que les techniques actuellement mises en place correspondent aux meilleures techniques disponibles définies dans le BREF STS.

Situation future

Le changement de vernis intérieur n'engendre aucun changement au niveau du plan de gestion des solvants de l'entreprise, en ce qui concerne les quantités annuellement émises. En d'autres termes, le flux annuel émis n'évoluera pas.

En outre, l'exploitant continue la recherche de solutions techniques visant à réduire les émissions globales du site et de supprimer le formaldéhyde et le phénol. Un projet de mise en place d'une nouvelle roue d'adsorption de capacité plus importante, et de ce fait, plus performante est envisagée. Une demande d'investissement d'un montant de 500 000 € a été faite auprès du groupe.

VII.2.4. Impact sur la santé

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée. Notons que cette étude a été centrée sur les deux substances contenues dans le nouveau vernis intérieur, à savoir le formaldéhyde et le phénol.

Le déroulement de l'étude a été le suivant :

- description du contexte local afin d'identifier d'une part la population riveraines cibles et d'autre part de décrire le contexte atmosphérique local ;
- identification et caractérisation des émissions de COV induits par l'installation ;
- définition des relations dose-réponses et sélection des valeurs toxicologiques de référence ou VTR ;
- évaluation de l'exposition des populations
- caractérisation des risques sanitaires.

Le scénario étudié étant un scénario d'exposition par inhalation, les cibles retenues ont été les habitations et structures les plus proches :

- H1 : habitation riveraine située à Berne, de l'autre côté de la route nationale 225, à environ 320 m à l'ouest ;
- H2 : habitation riveraine situées à Bierne, Nool Straete CR N°1, à environ 460 m au nord nord-est ;
- H3 : habitation riveraine située à Bierne, Nool Straete CR n°1, à environ 630 m au nord-est ;
- Maison des assistantes maternelles, située à Socx, faubourg de Cassel, à 1 215 m à l'est ;
- Crèche d'entreprises de la zone d'activité située à Socx, route de Crochte, à environ 655 m à l'est / sud-est ;
- APPE, site industriel voisin.

Concernant le contexte atmosphérique local, les résultats des stations de mesures de la qualité de l'air ne peuvent être exploitées étant donné leur éloignement et/ou leur contexte environnemental différents de celui de BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS.

Les émissions prises en compte dans la modélisation sont les émissions des différents points de rejets canalisés des installations mettant en oeuvre des vernis intérieurs ainsi que les émissions diffuses, via la prise en compte dans la modélisation d'une source volumique constituée par l'ensemble de l'atelier de production.

Le choix des VTR a été basé sur les préconisations de la circulaire DGS/SD. 7B n°2006-234 du 30 mai 2006, relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact.

A partir d'une modélisation, l'exploitant a ensuite évalué les quotients de danger et les excès de risques individuels. Les résultats obtenus figurent dans le tableau ci-dessous.

Cibles	Quotient de danger			Excès de risques individuels
	Phénol	Formaldéhyde	TOTAL	Formaldéhyde
H1	$1,58 \times 10^{-3}$	$1,09 \times 10^{-2}$	$1,43 \times 10^{-2}$	$1,38 \times 10^{-6}$
H2	$2,51 \times 10^{-3}$	$1,73 \times 10^{-2}$	$2,26 \times 10^{-2}$	$2,19 \times 10^{-6}$
H3	$1,61 \times 10^{-3}$	$1,11 \times 10^{-2}$	$1,45 \times 10^{-2}$	$1,40 \times 10^{-6}$
Maison maternelle	$5,40 \times 10^{-4}$	$3,73 \times 10^{-2}$	$7,10 \times 10^{-3}$	$4,72 \times 10^{-7}$
Crèche	$8,23 \times 10^{-4}$	$5,68 \times 10^{-3}$	$7,42 \times 10^{-3}$	$7,19 \times 10^{-7}$
APPE	$6,32 \times 10^{-3}$	$4,36 \times 10^{-2}$	$5,08 \times 10^{-2}$	$5,52 \times 10^{-6}$

Les quotients de dangers totaux englobent l'ensemble des COV émis par le site. L'ensemble des quotients de dangers sont inférieurs à 1 et les excès de risque individuel sont tous inférieurs à 10^{-5} . Les risques sont donc acceptables.

VII.2.5. Autres impacts

Aucun autre impact nouveau ou supplémentaire sur les thématiques (eau, déchet, paysage, bruit, trafic...) n'est recensé.

VII.3. Consultation de l'ARS

En vue de l'élaboration d'un projet de prescriptions complémentaires, nous avons demandé, dans notre rapport du 13 juillet 2013 à Monsieur le Préfet de solliciter l'avis de l'ARS sur l'évaluation du risque sanitaire du dossier de modification des conditions de fonctionnement présenté par la société Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierne, même si cette consultation n'était pas exigée par la réglementation, s'agissant d'une modification non substantielle.

Consultée le 19 août 2013, l'ARS a émis un avis le 22 octobre 2013 jugeant acceptable d'autoriser la modification d'exploitation sollicitée selon les termes suivants :

« Vous m'avez transmis le 20 août 2013 un dossier de porter à connaissance pour la mise en place d'un nouveau vernis intérieur dans le procédé de production de la société Ball Packaging Europe. Une évaluation du risque sanitaire concernant l'emploi de ce nouveau vernis a été menée. Le vernis BPA NI est mis en œuvre pour éviter l'emploi de bisphénol A utilisé jusqu'alors. Le vernis de substitution contient par contre du formaldéhyde et du phénol que la société n'est pas autorisée à employer dans son arrêté d'autorisation en vigueur.

Le volume d'activité de l'entreprise reste le même et le plan de gestion de solvants n'en sera pas modifié.

L'exploitant affirme que cette solution n'est pas définitive et qu'il continue de rechercher la possibilité de s'affranchir de ces 2 molécules.

Évaluation du risque sanitaire

L'ERS a porté essentiellement sur les 2 molécules précitées. Le scénario d'exposition consiste en l'inhalation par les riverains des substances émises à l'atmosphère.

Les flux de polluants retenus sont basés sur ceux de l'arrêté d'autorisation (en COV totaux) hormis pour les émissaires principaux (rejets 1 et 2 représentant environ 2/3 du flux global) pour lesquels les résultats de mesures ont été utilisés car ces résultats ne respectent pas l'arrêté d'autorisation.

L'exposition ainsi quantifiée ne met pas en évidence de risque sanitaire significatif pour les seuls rejets de l'entreprise.

Les résultats sont mis en perspective avec des concentrations atmosphériques en formaldéhyde issues de la bibliographie (inventaire des données de bruit de fond dans l'air ambiant, l'air intérieur, les eaux de surface et les produits destinés à l'alimentation humaine en France, Ineris, 2009). Aucune donnée de bruit de fond n'est fournie pour le phénol. Les niveaux de concentrations présentés pour le formaldéhyde potentiellement présents dans l'environnement du site correspondent à un milieu qui présente une vulnérabilité possible selon les termes de la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.

En conclusion, il me paraît acceptable d'autoriser la modification d'exploitation sollicitée sous les conditions suivantes à prescrire à l'exploitant :

- Respect des flux d'émission moyens annuels en formaldéhyde et phénol décrits en annexe 2 de l'ERS (cf p40 et 41 du dossier) ; cette annexe étant incomplète, les données manquantes figurent en pièce jointe fournie par le bureau d'étude par mail du 11 octobre 2013.*
- Mise en conformité des rejets 1 et 2 (convoyeurs LSM L1, L2 et L3) ce qui devrait déjà être le cas puisqu'une ERS ne devrait être employée qu'à partir du moment où les rejets de l'installation sont maîtrisés (cf Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation).*
- Quantification des niveaux de contamination de l'environnement du site. Les mesures devront être représentatives et pourront dans ce but respecter les recommandations des directives européennes concernant l'évaluation de la qualité de l'air ambiant (durée minimale de 8 semaines réparties dans l'année pour avoir des données représentatives, cf directive 2004/107/CE concernant certains métaux et les HAP dans l'air ambiant et directive 1999/30/CE du conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant).*
- Dans l'hypothèse où les résultats de mesure dans l'environnement confirmeraient les données de la littérature utilisées, et concluraient à une vulnérabilité possible, un renforcement du contrôle des rejets, et une surveillance de l'environnement, pour les substances incriminées dans l'environnement habité le plus exposé aux rejets du site (habitation 2 ou équivalent selon la modélisation de dispersion), devra être prescrit dans l'arrêté d'autorisation. Si la surveillance montre que l'état des milieux se dégrade du fait de ces émissions, la substitution des substances incriminées ou la diminution des rejets pourra alors également être imposée ».*

Réponse de l'inspection

Conformément à la demande de l'ARS, les flux moyens annuels en formaldéhyde et phénol ont été repris dans le projet d'arrêté préfectoral.

Concernant le non respect des rejets 1 et 2 (convoyeurs LSM L1, L2 et L3) pour les années 2008 à 2013, selon le laboratoire qui procède aux mesures, les résultats sont conformes ou non. Pour le convoyeur LSM L1 par exemple, pour l'un des organismes de contrôle, les valeurs varient de 20 à 57 mg/Nm³, pour l'autre, de 102 à 123 mg/Nm³. Pour le convoyeur LSM L2/L3, les valeurs observées sont plus élevées et varient pour les 2 mêmes organismes de contrôle de 29 à 105 mg/Nm³. Pour l'évaluation du risque sanitaire, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS a retenu les valeurs de concentrations les plus majorantes.

Au vu de l'historique des résultats obtenus sur ces deux points de rejets, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS s'est engagé à réaliser une campagne de mesures en simultané avec les deux prestataires de mesures, pendant 24H, afin d'avoir des résultats plus représentatifs et cohérents, notamment avec la diminution observée ces dernières années des consommations en matières premières solvantées à production moyenne journalière constante (baisse de consommation de vernis de fond de 12,5 % en 2011, de 16,5 % en 2012 ; baisse de consommation de vernis intérieur de 0,5 % en 2011 et de 5 % en 2012).

BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS effectuera également une étude complète de la répartition des COV issus du process de vernissage (diffus, canalisés, vers roue à adsorption et vers incinérateur) à l'issue de la mise en place de la nouvelle roue d'adsorption prévue fin 2014.

L'étude complète a été reprise dans le projet d'arrêté. Elle s'accompagnera d'une quantification des niveaux de contamination de l'environnement portant sur les COV émis par le site dont le phénol et le formaldéhyde. En fonction des résultats de ces études, les prescriptions actuellement imposées au site seront révisées et complétées (renforcement du contrôle, surveillance de l'environnement...).

Notons que la surveillance des rejets atmosphériques du site est réglementé par l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui impose une surveillance des émissions en COV totaux lorsqu'elles sont supérieures à 150 kg/h ainsi qu'une surveillance pour les composées de l'annexe III lorsque leur flux excède 20 kg/h.

Dans le cas présent, les flux émis par le site sont inférieurs à ces deux seuils réglementaires (COV totaux 48 kg/h en 2011, composés de l'annexe III estimé à 2,13 kg/h pour le phénol et le formaldéhyde). Cependant, une autosurveillance a été imposée au site. En effet, la mesure des COV est effectuée en continu à la sortie de l'incinérateur et de la roue à adsorption. Une fois par an, la mesure des COV est réalisée sur l'ensemble des émetteurs potentiels : incinérateur, roue à adsorption, décoratrices, convoyeurs LSM, extraction des fours OBO2, OBO4 ET OBO5.

De plus l'article 20.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007 modifié le 18 août 2011, impose la réalisation tous les 10 ans d'une étude sur les COV :

- visant à démontrer le caractère acceptable des risques pour la santé humaine et l'environnement,
- comparant les moyens en place de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles,
- prévoyant le cas échéant des propositions de mise en œuvre d'équipements complémentaires destinés à réduire les émissions de COV du site.

VIII. Autres prescriptions modifiées

VIII.1. Prescriptions relatives aux déchets

Lors de l'inspection du 3 octobre 2012, l'inspection des installations classées a constaté bonne gestion de la problématique déchets.

Par contre, un point a été fait au cours de l'inspection quant à la nature des déchets produits et la filière de traitement. Des évolutions ont été relevées notamment sur les filières liées à la valorisation.

Le projet d'arrêté propose donc d'actualiser les prescriptions applicables au site en matière de gestion des déchets compte-tenu de ces évolutions.

VIII.2. Prescriptions relatives aux moyens de secours et de lutte incendie

Au cours de l'inspection du 27 septembre 2013, il a été constaté les faits suivants :

- les prescriptions imposées au site en matière de protection contre la foudre ne sont plus adaptées suite à l'évolution de la réglementation en la matière ;
- concernant le désenfumage, le dernier rapport de contrôle de ces équipements mentionne le type d'ouvrant. Tous sont à déclenchement manuel par percuteur cartouche CO2. Compte-tenu des observations consignées dans ce rapport, BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS a questionné le SDIS lors d'un passage sur site le 2 octobre 2013 en vue de l'aménagement de la prescription imposant la présence d'une commande automatique. Par courrier en date du 20 novembre 2013, le SDIS émet un avis favorable.
- Un bilan des systèmes de détection en place a été réalisé. Au regard de ce bilan, il convient d'actualiser la liste des systèmes de détection figurant dans l'arrêté préfectoral.
- Concernant le réseau d'eau incendie, ce dernier n'est pas maillé mais bouclé. Par courrier du 20 novembre 2013, le SDIS a émis un avis favorable à la modification du type de réseau.
- D'autre part, il est apparu nécessaire, afin de garantir une disponibilité de la réserve d'eau destinée à alimenter le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler, d'imposer par voie d'arrêté complémentaire, l'établissement avec l'établissement voisin APPE d'une convention de mise à disposition, de maintenance et d'entretien de cet équipement.

Le projet d'arrêté propose donc d'actualiser les prescriptions applicables au site en matière de moyens de secours et de lutte incendie.

IX. Conclusions de l'inspection des installations classées

Compte tenu de ce qui précède, les activités de l'établissement relèvent désormais également de la rubrique 3670. En outre, suite aux modifications de la nomenclature des installations classées par les décrets n°2013-1205 du 14 décembre 2013 et n°2013-1301 du 27 décembre 2013, les rubriques 25640, 2564 et 2921 dont relève le site ont été modifiées.

De ce fait, conformément à l'article R513-2 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent être prises dans les conditions prévues à l'articles R512-31, notamment pour actualiser le tableau des activités autorisées du site.

De plus, l'article 515-61 du code de l'environnement précise que l'arrêté d'autorisation doit mentionner, parmi les rubriques 3000 à 3999, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.

En outre, en application des dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, il convient de fixer par arrêté préfectoral complémentaire le montant des garanties financières applicables à BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS à 216 443 euros.

Pour finir, au regard des éléments présentés, le remplacement de vernis intérieur constitue une modification non substantielle au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement. Cependant, il convient d'actualiser les prescriptions du site concernant ses émissions atmosphériques.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a donc été établi pour :

- actualiser le tableau des activités autorisées ;
- préciser, conformément à l'article R515-61, la rubrique principale parmi les rubriques 3000 à 3999 ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;
- remplacer l'obligation de réaliser un bilan de fonctionnement par celle de fournir un dossier de reexamen des conditions d'exploitation tel que prévu à l'article R515-70 du code de l'environnement ;
- actualiser les prescriptions du site du fait du remplacement de vernis intérieur ;
- actualiser les prescriptions applicables en matière de gestion des déchets ;
- actualiser les prescriptions applicables en ce qui concerne les moyens de secours et les moyens de lutte incendie ;
- fixer le montant des garanties financières.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté interpréfectoral le 11 mars 2014. Ses observations ont été prises en compte.

X. Suites administratives

Compte-tenu de ce qui précède, nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement, après avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, les prescriptions reprises dans le projet joint au présent rapport.

Le Technicien Supérieur Principal de l'Economie et de l'Industrie
Inspecteur de l'Environnement - Spécialité Installations Classées



Hélène LEROY

Vu et transmis à Monsieur le DREAL Nord - Pas-de-Calais
À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques

Gravelines, le 10 AVR. 2014

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,
Chef de Mission,
Chef de l'Unité Territoriale du Littoral

David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à
Monsieur le Préfet du Département du Nord
Direction des politiques publiques
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Lille, le 28 AVR. 2014

P/Le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIÈRES

ANNEXE 1 : PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
imposant à la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
de l'exploitation de son établissement de Bierre

VU le code de l'environnement

VU la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive « IED »

VU le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées

VU le décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2013 modifiant les annexes de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2007, accordant à la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS l'autorisation de poursuivre l'exploitation des activités de réfrigération et de compression et d'augmenter la capacité de production de l'établissement sis à BIERNE et SOCX ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 août 2011 imposant à la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS des prescriptions complémentaires en vue de modifier les conditions de fonctionnement de ses installations de traitement de rejets atmosphériques concernant son établissement situé à BIERNE.

VU la déclaration de statut IED de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS transmise par courrier du 28 octobre 2013 ;

VU le dossier de porter à connaissance de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS transmis par courrier du 2 juillet 2013, relatif au remplacement du vernis intérieur utilisé ;

VU le courrier de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS en date du 27 décembre 2013 relatif au montant des garanties financières ;

VU le rapport d'inspection en date du 6 novembre 2012, de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 3 octobre 2012, dont il ressort la nécessité d'actualiser les prescriptions de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS en ce qui concerne la gestion des déchets ;

VU le rapport en date du 4 novembre 2013 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 27 septembre 2013, dont il ressort la nécessité d'actualiser les prescriptions de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS en ce qui concerne la gestion des déchets ;

VU le rapport d'inspection en date du xx mars 2014 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de sa réunion du xxx,

Considérant que la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS est une installation classée dûment autorisée et connue des services de l'inspection des installations classées, que cette société relève désormais des rubriques 2560-B1, 2564-A1 et 2921-b, modifiées postérieurement à son autorisation d'exploiter, par les décrets n°2013-1205 du 14 décembre 2013 et n°2013-1301 du 27 décembre 2013, susvisés, et que, de ce fait, la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS peut bénéficier du régime d'antériorité conformément à l'article L513-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS est une installation classée relevant de la directive IED susvisée, la rubrique principale étant la rubrique 3670, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou document BREF) applicables au site étant celles relatives aux activités de traitement de surface utilisant des solvants (code STS) ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser le tableau de classement de la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS ;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser au titre de l'article R515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale parmi les rubriques 3000 à 3999 ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer un dossier de réexamen conformément aux articles R515-70 et R515-71 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions applicables aux installations relevant de la rubrique 2921, en application de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que la société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS est soumise à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement, dans la mesure où l'établissement relève de l'autorisation au titre des rubriques 2564 et 2940 ;

Considérant que le remplacement de vernis intérieur constitue une modification non substantielle au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement et qu'il convient, cependant, d'actualiser et de compléter les prescriptions applicables au site concernant ses émissions atmosphériques ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions du site relatives à la gestion des déchets suite à l'inspection du 3 octobre 2012 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions du site relatives aux moyens de secours et aux moyens de lutte contre l'incendie suite à l'inspection du 27 septembre 2013 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRETE :

ARTICLE 1 : OBJET

La société Ball Packaging Europe France SAS – Établissement de Bierne dont le siège social est situé Zone d'Entreprises de Bergues à Bierne est tenue de respecter les dispositions suivantes pour la poursuite d'exploitation de son établissement de Bierne, situé à la même adresse.

ARTICLE 2 : ACTIVITES AUTORISEES

Le tableau figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par le tableau qui suit :

Libellé en clair de l'installation	Caractéristique de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p> <p>la quantité stockée représentant une capacité équivalente supérieure à 100 m³</p>	<p>Capacité équivalente totale 125,705 m³ se répartissant comme suit :</p> <p>Catégorie B : 114,497 m³</p> <p>Vernis $\frac{2 \times 30}{5} + \frac{15}{5} + 35,85 + 20$</p> <p>Laques $\frac{30}{5} + 14,5$</p> <p>Mat. prem. + process $\frac{30}{5} + 0,440$</p> <p>Solvants : 5</p> <p>Nettoyage 11,448 + 0,259</p> <p>Catégorie C : 11,208 m³</p> <p>Gazole $\frac{5}{5}$</p> <p>Traitement eau $\frac{1,320}{5}$</p> <p>Laques $\frac{11,6}{5}$</p> <p>Solvants $\frac{0,420}{5}$</p> <p>Encres $\frac{37,7}{5}$</p>	1432.2.a	A
<p>Travail mécanique des métaux et alliages</p> <p>B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1000 kW</p>	<p>Puissance totale 1961,5 kW se répartissant en</p> <p>Presses 3 x 100 kW</p> <p>Wims 23 x 45 kW</p> <p>Trimmers 23 x 1,5 kW</p> <p>Dies Neckers 4 x 30 kW</p> <p>Preneckes 5 x 45 kW</p> <p>Neckers 5 x 45 kW</p> <p>Tour 5 kW</p> <p>Fraiseuse 5 kW</p> <p>Rectifieuse 8 kW</p> <p>Perceuse 3 kW</p> <p>Sertisseuse 2 x 0,55 kW</p>	2560.B.1	E
<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques</p> <p>A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant :</p> <p>1. supérieur à 1 500 l</p>	<p>Volume total des cuves de traitement : 2320 l se répartissant comme suit :</p> <p>2 fontaines pour un volume de 100 l</p> <p>7 fontaines de 60 l chacune</p> <p>2 bacs de 400 l chacun</p> <p>1 bac de 600 l</p> <p>2 installations de distribution de 200 l chacune</p>	2564.A.1	A

Libellé en clair de l'installation	Caractéristique de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textiles...) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction...) la quantité maximale de produit susceptible d'être utilisée étant supérieure à 100 kg/j	Quantité maximale de produit susceptible d'être utilisée en capacité équivalente : 21,9 t/j se répartissant comme suit : Vernissage de fond 1,14 t/j Vernissage intérieur 16,65 t/j Vernissage plan de pose 21,8 kg/j Laques 4,1 t/j	2940.2.a	A
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an	1 340 t/an	3670	A
Emploi ou stockage de combustibles la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	La quantité totale étant de 2,27 t	1200.2.C	D
Installation de remplissage de distribution de gaz inflammables liquéfiés alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité	Une pompe de distribution de GPL servant à l'alimentation des chariots élévateurs	1414.3	D
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support utilisant une forme imprimante : 3) autres procédés y compris les techniques offset non visées en 1) si la quantité d'encre consommée est supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 400 kg/j	La quantité est de 342 kg/j pour les 4 décoratrices utilisant le procédé offset	2450.3.b	D
Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	La puissance thermique totale est de 13,33 MW 2 fours de séchage des washers 4,18 MW 3 fours OBO 2 MW Chauffage (aérothermes) 7,15 MW	2910.A.2	D
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	TAR 1 Balticare associée au compresseur 4 TAR 2 Balticare associée au compresseur 5 TAR 3 Baltimore associée au compresseur 1 3 tours de 360 kW – soit une puissance totale de 1 110 kW	2921.b	D
Emploi et stockage d'oxygène la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	Stockage de 30 kg	1220	NC
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés. Les gaz sont maintenus liquéfiés sous pression la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	1 cuve aérienne de GPL de 5,9 t	1412	NC
Stockage ou emploi d'acétylène la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	Stockage de 23,2 kg d'acétylène	1418	NC

Libellé en clair de l'installation	Caractéristique de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Installation de simple mélange à froid de liquides inflammables la quantité totale équivalente de LI de la catégorie de référence étant inférieure à 5 t	3 fûts de 200 l de solvants (440 kg) bac encre, encre (68 kg)	1433.A	NC
Installation de chargement de véhicules citernes le débit maximum équivalent étant inférieur à 1 m³/h	Débit équivalent : GO 0,6 m³/h Conditionnement d'encre en fût 18 l/h	1434.1	NC
Stockage de matières combustibles en quantité inférieure à 500 t	Tonnage des matières combustibles (palettes, peintures, laques) 453,5 t dans un entrepôt de 90 488 m³	1510	NC
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues la quantité stockée étant inférieure à 1 000 m³	Volume stocké est de 150 m³	1530	NC
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m³	Volume stocké 250 m³	1532	NC
Emploi ou stockage d'HCl à plus de 20 % en poids d'acide la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t	Stockage extérieur d'HCl à 34 % : 4,5 t	1611	NC
Emploi ou stockage de soude caustique, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 100 t	Stockage de 4,5 t de lessive de soude caustique à 50 %	1630	NC
Stockage de matières plastiques la volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m³	Stockage de 814 m³ de palettes, film plastique, bobines de cerclage	2663.2	NC
Atelier de charge d'accumulateurs la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 10 kW	2 chargeurs pour batteries de chariots élévateurs pour un total de 6,4 kW	2925	NC
Traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique pour les autres cas que la radiographie industrielle la surface annuelle traitée étant inférieure à 5 000 m²	Surface annuelle traitée 500 m²	2950.2	NC

Ainsi au sens de la directive IED susvisé, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3670. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la rubrique principale sont les conclusions relative au traitement de surface utilisant des solvants organiques (code STS).

ARTICLE 3 : VALEURS LIMITES DE REJET

L'article 20.2 intitulé « Valeurs limites de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 20.2 – Valeurs limites de rejets

20.2.1 - Définition

On entend par :

- composé organique volatil (COV), tout composé organique à l'exclusion du méthane ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,26° kelvins ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières ;
- émission diffuse de COV, toute émission de COV dans l'air, le sol et l'eau qui n'a pas lieu sous la forme d'émissions canalisées. Pour le cas spécifique des COV, cette définition couvre, sauf indication contraire, les émissions retardées dues aux solvants contenus dans les produits finis ;
- solvant organique, tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme solvants de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur ;
- consommation de solvants organiques, la quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation sur une période de douze mois, diminuée de la quantité de COV récupérés en interne en vue de leur réutilisation ;
- réutilisation, l'utilisation à des fins techniques ou commerciales, y compris en tant que combustible, de solvants récupérés dans une installation. N'entrent pas dans la définition de "réutilisation", les solvants organiques récupérés qui sont évacués définitivement comme déchets ;
- utilisation de solvants organiques, la quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans les préparations, qui est utilisée dans l'exercice d'une activité, y compris les solvants recyclés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'installation, qui sont comptés chaque fois qu'ils sont utilisés pour l'exercice de l'activité.

Le rendement d'épuration est défini comme suit : $n = \left[\frac{(COV_{entrée}) - (COV_{sortie})}{(COV_{entrée})} \times 100 \right]$

où (COV entrée) = flux en COV avant traitement par oxydation thermique
(COV sortie) = flux en COV en sortie oxydateur thermique.

20.2.2

Les gaz issus des décoratrice 1, décoratrice 2, décoratrice 3, décoratrice 4, four OBO 2, four OBO 4, four OBO 5, convoyeur LSM ligne 1, convoyeur LSM ligne 2, convoyeur LSM ligne 3, épurateurs, refroidissement fours OBO 1, OBO 3, IBO 1, IBO 2, IBO 3, IBO 4 et du système de filtration de type bloc nid d'abeilles de la roue à adsorption doivent respecter les valeurs suivantes :

Rejets canalisés	NO _x en eq. NO ₂ mg/Nm ³	CH ₄ mg/Nm ³	CO mg/Nm ³	COV carbone total mg/Nm ³	COV (figurant à l'annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié) et halogénés étiquetés R40 mg/Nm ³	COV comportant des substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 mg/Nm ³
Décoratrice 1	-	-	-	75	-	-
Décoratrice 2	-	-	-	75	-	-
Décoratrice 3	-	-	-	75	-	-
Décoratrice 4	-	-	-	75	-	-
Extraction four OBO 2	-	-	-	75	-	-
Extraction four OBO 4	-	-	-	75	-	-
Extraction four OBO 5	-	-	-	75	-	-

Rejets canalisés	NO _x en eq. NO ₂ mg/Nm ³	CH ₄ mg/Nm ³	CO mg/Nm ³	COV carbone total mg/Nm ³	COV (figurant à l'annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié) et halogènes étiquetés R40 mg/Nm ³	COV comportant des substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 mg/Nm ³
Convoyeur LSM ligne 1	-	-	-	75	20	2
Convoyeur LSM ligne 2 + 3	-	-	-	75	20	2
Epurateur	100	50	100	20	20	2
Refroidissement OBO 1	-	-	-	50	-	-
Refroidissement OBO 3	-	-	-	50	-	-
Refroidissement IBO 1	-	-	-	50	20	2
Refroidissement IBO 2	-	-	-	50	20	2
Refroidissement IBO 3	-	-	-	50	20	2
Refroidissement IBO 4	-	-	-	50	20	2
Fontaines à solvant	-	-	-	75	-	-
Sortie filtration roue à absorption	-	-	-	50	20	2

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273 K
- pression 101,3 kPa.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation ou en sortie cheminée selon le cas.

Les flux d'émission moyens annuels en formaldéhyde n'excèdent pas : 4.98 t/an.

Les flux d'émission moyens annuels en Phénol n'excèdent pas: 14.45 t/an.

Concernant les rejets diffus, le flux annuel des émissions diffuses issues des fours OBO, fours IBO, BLM, LSM et coaters, ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvant utilisée. De même, le flux annuel des émissions diffuses issues des décoratrices ne dépassera pas 20% de la quantité de solvant utilisée pour cette activité. En outre, les opérations de nettoyage de surface ne génèrent pas de rejet diffus.

20.2.3 – Etude sur les COV

Dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent arrêté puis tous les 10 ans, l'exploitant remettra à l'Inspection des Installations Classées une étude sur les COV comprenant :

- une quantification précise de la répartition des COV émis par les installations de vernissage : cette quantification inclut une estimation des émissions diffuses et canalisées ainsi qu'une identification de la nature des COV émis ;
- l'identification des composés traceurs retenus pour l'évaluation du risque sanitaire, incluant à minima le phénol et le formaldéhyde
- une quantification des niveaux de contamination de l'environnement par les différents composés traceurs retenus par le site. Cette quantification est basée sur des mesures réalisées à l'aide de tubes passifs.

L'implantation des points de mesures est définie sur la base de la modélisation de la dispersion atmosphérique des rejets canalisés et diffus figurant dans l'évaluation des risques sanitaires réalisée en 2013. En particulier, il convient d'implanter un point de mesure au niveau :

- de la zone d'impact maximum (premières habitations/enjeux sensibles à proximité de ce point) ;

- des premières habitations sous le ou les vents du site, s'il existe des sources diffuses de faible hauteur (inférieure à 10 mètres) ;
- d'une zone témoin non influencée par les émissions du site, ni par d'autres activités industrielles.

La campagne de mesure se déroule sur une année complète afin d'obtenir des données représentatives, avec au minimum 7 jours en hiver, 7 jours en été et 7 jours pendant un arrêt de fonctionnement du site s'il existe. Excepté pour la période d'arrêt, les campagnes de mesures doivent être réalisées sur des périodes où les concentrations sont les plus fortes (fortes émissions, vents faibles).

En outre, la vitesse et la direction du vent au cours des périodes de mesures sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Le rapport présente à minimum :

- la description des points de mesure : coordonnées lambert, positionnement sur un plan, environnement, représentativité (point d'impact maximum, enjeu sensible à proximité, point témoin, etc...)
 - l'analyse des résultats de surveillance environnementale ;
 - les explications associées aux éventuelles anomalies ou incident ;
 - les actions correctives mises en place.
- la mise à jour de l'évaluation du risque sanitaire au regard des données obtenues précédemment
 - une comparaison des moyens en place de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
 - le cas échéant, un plan des actions correctrices envisagées afin de réduire les émissions de COV du site.

ARTICLE 4 : NATURE ET CARACTERISATION DES DECHETS PRODUITS

L'article 31 intitulé « Nature et caractérisation des déchets produits » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 31 – NATURE ET CARACTERISATION DES DECHETS PRODUITS

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Référence nomenclature (J.O. du 20.04.02)	Nature du déchet	Filières de traitement réglementairement possibles *
08.01.11*	Boues de vernis (overspray)	R1
08.01.11*	Vernis liquide (overspray)	R1 / R12
14.06.03*	Solvants et mélange de solvants	R1 / R12
13.02.08*	Huiles noires	R9
12.01.09*	Eaux chargés	D10
15.01.10*	Fûts d'emballage / GRV vides	R3 / R4
20.01.40 – 12.01.01 12.01.99	Ferraille / Bronze / Inox / Chutes neuves de bobines acier / Carbure de Tungstène	R4
16.01.18	Boues d'étain	R4
13.05.03*	Boues de SCRAP	D10
15.01.06	DIB	D5
15.01.03	Bois / Bois de palettes	R3
20.01.33*	Piles en mélange	R12
20.01.33* – 16.06.01*	Batteries (au plomb)	R7
16.02.14	Pièces électriques	R12
20.01.35*	Ecrans informatiques	R12
20.01.21*	Tubes néon	R5
20.01.36	Lampes sodium	R12
10.01.04*	Suies de fours	R1
19.08.06*	Résines échangeuses d'ions	R1 / R12
12.01.12*	Graisses	R1

Référence nomenclature (J.O. du 20.04.02)	Nature du déchet	Filières de traitement réglementairement possibles *
20.01.08	Déchets de restauration	D5
18.01.03*	Déchets d'activités de soins	D10
19.08.14	Boues de curage des bassins de stockage d'eaux usées industrielles	D5
20.01.08	Matière grasse séparateur de cuisine	D13
16.05.04*	Aérosols	D13 / R13
15.02.02*	Solides imprégnés : Absorbants, matériaux filtrants, souillés ...	R1
08.03.13*	Encres	R1 / R7
08.03.17*	Cartouches imprimantes et toner	R4 / R13
14.06.03*	Eau glycolée	D10
12.03.01*	Déchets de liquide aqueux de nettoyage	D13
20.03.01	Déchets non valorisables	D5
20.01.35*	DEEE en mélanges	R4 / R13
08.01.11*	Divers produits en petits contenants	R1 / R12
13.05.07*	Mélange eau / hydrocarbure	R1 / R12
19.08.07*	Eaux de rinçage de résine	D10
08.01.11*	Laques	R1
02.07.04	Matières impropres à la consommation (lots de produits obsolètes)	D5
20.01.01	Papier	R5
09.01.01*	Révéléateur / fixateur	R7
14.06.03	Déchets de solvants souillés	R1 / R12

D10 : incinération à terre ;

D13 : mélange ou regroupement préalablement à l'une des opérations d'élimination ;

D5 : mise en décharge spécialement aménagée ;

R1 : utilisation comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie ;

R2 : récupération ou régénération des solvants ;

R3 : recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants ;

R4 : recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques ;

R5 : recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques ;

R7 : récupération des produits servant à capter les polluants ;

R9 : régénération ou autres réemplois des huiles usagées ;

R12 : échange de déchets en vue de les soumettre à une opération de valorisation ;

R13 : stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste.

Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centre de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur son site d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

ARTICLE 5 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

L'article 32 intitulé « Traitement et élimination des déchets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 32 – TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

32.1 – Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 1. la préparation en vue de la réutilisation ;
 2. le recyclage ;
 3. toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 4. l'élimination ;

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

32.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement ;

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

32.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage ne doit pas excéder un an, trois ans en cas de valorisation.

32.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

32.5 – Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

32.6 –Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

32.7 –Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

ARTICLE 6 : DOSSIER DE REEXAMEN

L'article 34 intitulé « Bilan de fonctionnement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 34 – DOSSIER DE REEXAMEN

Dans un délai de 12 mois à compter de la date de publication des décisions relatives aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables au traitement de surface utilisant des solvants organiques (code STS), l'exploitant réalise le dossier de réexamen prévu à l'article R515-71 du code de l'environnement.

Ce dossier comporte à minima :

- des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
 - les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;

- les cartes et plans ;
- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
- les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus à l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
- l'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
 - une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
 - une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
 - l'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
 - la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
 - un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
 - la description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
 - a) de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
 - b) des caractéristiques techniques de l'installation concernée.
 Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b ci-dessus.
- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement.

En cas de dérogation, une ERS quantitative est attendue.

En outre, lors du premier réexamen, le dossier comporte également le positionnement de l'établissement par rapport au rapport de base, établit selon la méthodologie définie dans le « Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base rendu nécessaire par la Directive IED » et le cas échéant, le rapport de base.

Le rapport de base est exigible lorsque les activités impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

ARTICLE 7 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

L'article 37.1 intitulé « Protection contre la foudre » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 37.1 – Protection contre la foudre

L'exploitant est tenu de faire réaliser une analyse du risque foudre (ARF) par un organisme compétent (organisme qualifié par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministre en charge des installations classées).

Cette analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre .

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

ARTICLE 8 : DESENFUMAGE ET ECLAIRAGE ZENITHAL

L'article 37.2.5 intitulé « Désenfumage et éclairage zénithal » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 37.2.5– Désenfumage et éclairage zénithal

Afin de permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie, le désenfumage des bâtiments qui abritent des postes de travail sur plus de 300 m² est assuré par la pose d'exutoires représentant le 1/100ème de la superficie mesurée en projection horizontale.

Ces exutoires possèdent une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues. Ils doivent être isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux A2s1d0(M0). Les commandes doivent être situées à proximité des issues.

La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an.

Les ateliers de production et de stockage présentent en toiture des écrans de cantonnement de fumée rendant impossible la diffusion latérale des gaz chauds et aménagés pour permettre le désenfumage.

Ces écrans, d'une hauteur minimale de 2,2 m, constitués d'un matériau incombustible A2s1d0(M0) et stable au feu de degré 1/4h doivent délimiter une surface maximale de 1600m².

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs de l'établissement.

ARTICLE 9 : DETECTEURS D'ATMOSPHERE

L'article 37.2.6 intitulé « Détecteurs d'atmosphère » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 37.2.6– Détecteurs d'atmosphère

Les zones à risque sont surveillées par des détecteurs d'atmosphère inflammables ou explosives et d'incendie. Leur situation est repérée sur plan. Le système de détection incendie comporte :

- des déclencheurs manuels placés sur l'ensemble du site,
- une détection automatique dans le local TGBT, les locaux informatiques (PLC, salle des automates), les zones de stockage de boîtes vides d'emballage (un système de détection de fumée précoce se déclenchant avant le réseau sprinkler,
- des détecteurs flamme implantés dans les locaux techniques (salle des compresseurs, local auxiliaires et local coolant) asservis à la fermeture de portes coupe-feu,
- une détection multi ponctuelle des 3 Rim-Coater.

En cas de déclenchement de l'un des détecteurs (manuels / automatiques), si la levée de doute n'a pas été réalisée dans les 5 minutes, l'alarme sonore se déclenche dans l'ensemble des bureaux et salles du bâtiment.

Les sirènes couvrent l'ensemble du site et leur emplacement est repéré sur un plan.

Les installations de combustion sont équipées de détecteur de flammes avec asservissement de l'arrêt d'alimentation en gaz.

Des contrôles périodiques permettent de s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble des dispositifs mentionnés au présent article. Les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du présent article. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

ARTICLE 10 : MOYENS DE SECOURS

L'article 38 intitulé « Moyens de secours » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 38 – DETECTEURS D'ATMOSPHERE

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces différentes installations doivent être maintenues en bon état et accessibles en toutes circonstances.

L'établissement dispose :

- d'une réserve d'eau de 930 m³, destinée à l'alimentation du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler

- d'un réseau d'eau incendie enterré et ramifié, équipé de bouches et de poteaux d'incendie de type incongelable de diamètre 200 mm. Ce réseau est commun avec le site d'APPE, 4 poteaux sont disposés sur le site de Ball Packaging Europe Bierre Ets Bierre et 3 poteaux sont disposés sur le site d'ARTENIUS PET PACKAGING FRANCE SAS.
- de poteaux disposant de deux sorties 75 mm et une sortie 110 mm et des bouches incendie en nombre suffisant sont implantés stratégiquement sur le site. Les emplacements sont étudiés en accord avec le SDIS. Au moins un appareil est implanté dans un rayon de 200 mètres de chaque risque recensé. Chacun des poteaux a un débit unitaire minimal de 60 m³/h. Les services de secours doivent pouvoir disposer (a minima) d'un débit simultané de 600 m³/h pendant une durée de deux heures,
- de robinets d'incendie armés de 40 mm conformes aux normes NF S 61 201 et S 62 201 ; répartis dans l'établissement en quantité suffisante en fonction de leurs dimensions et situés à proximité des issues. S'ils sont placés dans des armoires ou coffrets, ceux-ci doivent être signalés et ne pas comporter de dispositifs de condamnation. Le choix et le nombre de robinets d'incendie doivent être tels que toute la surface des locaux peut être battue par l'action simultanée de deux lances au moins. Les robinets d'incendie sont protégés contre les chocs et le gel. Ils doivent comporter la marque NF.A.2P. L'alimentation en eau des appareils doit être indépendante des besoins ordinaires de l'établissement. Le robinet d'incendie le plus défavorisé doit avoir une pression au moins égale à 2,5 bars. Cette pression doit pouvoir être contrôlée au moyen d'un manomètre avec robinet trois voies,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés (en fonction des classes de feux définies par la norme NFS 60 100),
- de système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler alimenté par une réserve d'eau de 930 m³ au niveau des ateliers et bâtiments de stockage,
- de système d'extinction d'incendie manuel par injection de CO₂ sur les BLM, LSM, coaters et stockages intermédiaires de vernis.

Vérification

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Moyens humains de lutte et d'intervention

Le site dispose d'une équipe d'intervention d'environ 30 personnes formée à la lutte contre l'incendie de façon à pouvoir assurer les interventions de première urgence en attendant l'arrivée des secours. Cette équipe doit être formée à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie dont dispose le site.

Le personnel d'exploitation est formé et entraîné régulièrement de façon à faire face aux différents risques présentés par l'installation.

Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêt d'urgence ;
- ainsi que les diverses interdictions.

Convention

L'exploitant dispose d'une convention relative aux moyens de secours établie avec la société ARTENIUS PET PACKAGING FRANCE SAS.

Ce document intègre notamment la mise à disposition, la maintenance et l'entretien de la réserve d'eau permanente de 930 m³ et de sa canalisation d'alimentation de façon à garantir une disponibilité permanente.

Un exemplaire de ce document est adressé au Service Prévention du SDIS.

ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIERES

Article 11.1. Objet et montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation des activités classées relevant des rubriques 2564.A.1 et 2940-2-a :

*2564 - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques
par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques*

*A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils,
le volume équivalent des cuves de traitement étant :*

1. supérieur à 1 500 l

2940 – 2 Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textiles...) l

*2) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction...)
la quantité maximale de produit susceptible d'être utilisée
a) étant supérieure à 100 kg/j*

Le montant des garanties financières est fixé à 216 443 €

Pour le calcul de ce montant, les indices suivants ont été utilisés :

- dernière valeur de l'indice TP01 connue : 703,6 (octobre 2013)
- indice TP01 de janvier 2011 : 667,7
- taux de TVA en vigueur au 01/01/2014 : 20 %
- taux de TVA en janvier 2011 : 19,6 %

Article 11.2. Délai de constitution des garanties financières

L'échéance de constitution des garanties financières est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1er juillet 2014 ;
- constitution supplémentaire de :
 - 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit (8) ans, en cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la caisse des dépôts et consignations ;
 - 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre (4) ans, dans les autres cas.

Article 11.3. Attestation de la constitution des garanties financières

L'exploitant transmet au préfet, dans les délais prévus à l'article 12.2, les documents attestant de la constitution des garanties financières. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 11.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance des documents prévus à l'article 12.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 11.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP 01 et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 11.6. Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation doit être signalée dans les conditions prévues par l'article R512-33 du code de l'environnement et peut entraîner la révision du montant des garanties financières.

Article 11.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions définies à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 de ce code. Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 11.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollutions mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 11.9. Levée de l'obligation

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'activité des installations visées à l'article 5.1 et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Les conditions de levée de l'obligation de garanties financières font l'objet d'un constat écrit de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-39-1 à R512-39-3. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

